



Jeunesse résistante d'hier et d'aujourd'hui:

Des centaines de jeunes attendus en Loire-Atlantique à l'occasion des commémorations de Châteaubriant : Un combat d'actualité

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 857

9 octobre 2008

prix: 0,70 €



Crise économique, pouvoir d'achat, délocalisations, licenciements, chômage, casse de l'industrie et des services publics...

Le capitalisme financiarisé en accusation !

■ LE PCF MOBILISE SUR LES SALAIRES

Succès pour la marche pour les salaires organisée par le PCF du MEDEF à l'Elysée

P 3

■ 1^{ER} RASSEMBLEMENT POUR DÉFENDRE LA POSTE

Le point sur le bras de fer qui s'engage contre la privatisation de La Poste

P 5

■ AIRBUS

Filialiser pour mieux vendre?
Alain Manara, adjoint au



maire de Saint-Nazaire et salarié d'Airbus fait le point pour les Nouvelles de Loire-Atlantique

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Nez Rouge

Le gouvernement a "toutes les raisons de penser" que le **système bancaire français "est solide"**, selon la ministre de l'Économie, Christine Lagarde... Et de mettre 3 milliards d'euros sur la table pour sauver la banque franco-belge Dexia qui finance de nombreuses collectivités locales françaises.

Nez Rouge (bis)

De Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts sur Direct 8: « **Le capitalisme est lui-même anticapitaliste. (ça s'invente pas!) Il crée lui-même ses propres faiblesses.** ». Un peu comme les Verts, en fait !

FAUT-IL AVOIR PEUR DU CAPITALISME?



Nez Rouge (ter)

Réagissant à la crise économique, Olivier Besancenot appelle à jeter « **Le capitalisme à la poubelle** ». Tout cette longue histoire de **luttés sociales et de conquêtes électorales** alors qu'il suffisait d'y penser ! Au fait, on l'adresse à qui la pétition?

Morale ?

Près de 2 Français sur 5 (39%) ont déjà retardé ou renoncé à un soin pour des raisons financières. La proportion passe à 52% chez les ménages pauvres. C'est ce que révèle un sondage IPSOS pour le Secours Populaire. A n'en pas douter, les franchises médicales vont encore aggraver cette situation. Et si Sarkozy s'employait à moraliser la droite française plutôt que le capitalisme?

Crépuscule ou Zénith

Il y avait quelque chose de triste, d'un peu pathétique dans la (mauvaise) prestation de Ségolène Royal au Zénith: Du Rock de Trust à l'interprétation de Cyrano de Bergerac par la candidate défaite à la présidentielle. Un objet politique non identifié, tentant de se frayer un chemin avec ou sans partis, comme pour donner écho aux frasques people du président. Il y a des soirs comme ça où la **personnalisation de la vie politique est plus qu'inquiétante.**

Vocabulaire

Fortis, Dexia, Bradford and Bingley, Northern Rock: « **Les Etats Européens nationalisent à tour de bras** » conclut Le Point dans son édition Internet. A ceci prêt qu'éponger les dettes des banques ayant fait le jeu de la spéculation s'apparente plus à une mutualisation des pertes par les contribuables qu'à une nationalisation.

Point de vue

Par Aymeric Seassau



Avec la prise de **pouvoir de Sarkozy sur l'UMP, puis son élection à la présidence de la République, la droite française a franchi une étape décisive dans sa mutation idéologique.** Le « mérite individuel » prenait le pas sur les solidarités

intergénérationnelles, le privé sur le public, l'individu sur le collectif. La France devait du même coup prendre le chemin de l'Ultra libéralisme à l'anglo-saxonne, tournant le dos aux idées fondatrices de la République ainsi qu'au pacte social né de la libération.

Mais voilà que la crise systémique du capitalisme financiarisé vient troubler les plans de batailles du pouvoir de droite. Et Sarkozy de devoir jouer sur les deux tableaux: Prétendre valoriser le rôle de l'Etat face à la crise et... accélérer les réformes qui l'affaiblissent. Constat qu'il sera impossible d'agir sans desserrer l'étau du pacte de stabilité... Et faire pression sur le premier

Le poids de la finance écrase l'économie réelle

ministre irlandais pour que s'applique au plus vite le traité de Lisbonne malgré le NON irlandais. Avec un chômage en hausse historique et une économie en récession, l'apprenti sorcier Sarkozy se mue en pyromane. Il suit aveuglément des dogmes idéologiques que bien des économistes libéraux avouent aujourd'hui dépassés. Un seul chiffre: La part de profits non réinvestis est passé de 25% en 1973 à environ 80% aujourd'hui. Le poids de la finance écrase l'économie réelle et les Banques centrales continuent de protéger le capital. Alors oui, il y a urgence à repenser le rôle du

crédit, à constituer un pôle public bancaire, à taxer les revenus de la spéculation plutôt que de puiser dans l'épargne populaire.

Pour cela, il y a besoin d'une gauche de combat, déterminée à reconstruire un pacte social solidaire, à créer une alternative politique apte à faire reculer l'emprise financière sur l'économie, l'emploi, le pouvoir d'achat. Recréer l'espoir en portant haut et fort l'exigence de l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux face à la violence de la crise, voilà la feuille de route que se sont fixés les communistes pour préparer dans l'action, leur 34ème congrès

Les 8 mensonges de Nicolas Sarkozy

SARKOZY S'ATAQUE AUX CAPITALISTES.



dent de 30 600 emplois dans la fonction publique », « réforme de l'hôpital »... Enfin, la réforme de la taxe professionnelle, qui mettra au régime sec des collectivités territoriales déjà étranglées financièrement, « ne sera pas différée ».

3 - « La politique monétaire sous contrôle »

Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à se poser en pilote d'une politique monétaire dont il défendit pourtant, lors du référendum sur le traité de Maastricht, le transfert à Francfort. Il promet « d'imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation », sans préciser les instruments d'une telle réorientation et pose l'Etat en garant « de la sécurité et la continuité du système bancaire français ». Autant de promesses en contradiction totale avec le carcan d'une politique monétaire de l'UE

4 - « Le dogme européen de la concurrence visé »

« L'Europe doit engager une réflexion collective sur sa doctrine de la concurrence, sur les instruments de sa politique économique, sur les objectifs assignés à la politique monétaire », a plaidé le président. Le même, pourtant, a apposé sa signature au bas du traité de Lisbonne qui recycle le projet de constitution européenne et sa pierre angulaire, le principe

de « concurrence libre et non faussée ».

5 - « Le pouvoir d'achat sera protégé »

Contre l'évidence, Nicolas Sarkozy continue d'afficher un « objectif est de rendre du pouvoir d'achat aux Français, non de leur en prendre »... Avant de justifier la création d'une taxe dont les plus riches sont exonérés grâce au bouclier fiscal pour financer le RSA, ou encore l'instauration de « taxes vertes » pesant davantage sur les citoyens que sur les industriels.

6 - « Pour gagner plus, travailler plus »

Le renouvellement des promesses de campagne sur l'encadrement des parachutes dorés, masque mal l'austérité salariale voulue par Nicolas Sarkozy. Le chef de l'Etat, qui compte encourager l'intéressement et généraliser les stock-options, juge que « tout ce qui contribuerait à alourdir le coût du travail serait suicidaire ».

7 - « Les réformes libérales comme remède »

Le tremblement de terre dans la finance va « changer » le monde, mais pas la politique de contre-réformes libérales

conduite par le gouvernement, a prévenu Nicolas Sarkozy. Selon lui, « la crise appelle à accélérer le rythme des réformes, en aucun cas à l'arrêter ou à le ralentir ». Pas question, donc, de renoncer à déréglementer tous azimuts, à « flexibiliser » les salariés en mettant en pièces le Code du travail, à démanteler les protections sociales et les services publics, à refonder la fiscalité au profit des privilégiés. Une attitude de « chauffard », s'est indigné le PCF.



8 - « Le capitalisme n'est pas en cause »

Après avoir dressé un réquisitoire sans appel contre les « dérives » du capitalisme financier, Sarkozy conclut que ni l'économie de marché ni le système capitaliste en tant que tels ne sont en cause. Il a pour cela tenté d'opposer un capitalisme industriel supposé vertueux et un capitalisme financier coupable de tous les maux. « Il n'y a qu'un capitalisme, lorsque Renault licencie, c'est au nom d'une rentabilité financière », fait aussi remarquer Bernard Thibault.

Source L'Humanité du 27 Septembre 2008

...en Loire Atlantique.

**VITE LU
VITE DIT**

**Fichier EDVIGE:
La mobilisation
continue**

La mobilisation citoyenne à l'encontre du fichier EDVIGE a contribué à faire reculer le gouvernement sur un texte liberticide. Seulement, ces reculs procèdent d'une stratégie qui ne peut longtemps faire illusion. En effet, que l'appartenance sexuelle ou l'état de santé aient été écartés de ce décret n'en retire en rien le caractère liberticide.

De même, le «droit à l'oubli» pour les mineurs n'est qu'une infime avancée. Sur le fond, il s'agit de ficher les mineurs sur de simples soupçons, sans l'existence d'aucun délit. Le casier judiciaire national qui recense l'ensemble des condamnations des mineurs selon des modalités garantissant un accès limité et des règles d'effacement est en ce domaine bien suffisant.

Dans le texte de 1991, le fichage concernait les personnes portant atteinte à la sûreté de l'état ou à la sécurité publique «par le recours ou le soutien actif apporté à la violence», la notion d'atteinte à la sécurité publique est la seule retenue aujourd'hui. Cette formulation ouvre un boulevard à la criminalisation du mouvement social tant elle est floue. Les risques qui pèsent sur les libertés sont réels, le Collectif Nantais «Non à EDVIGE», dans lequel le PCF est partie prenante, appelle les citoyennes et les citoyens à manifester le jeudi 16 octobre à 18 heures devant la préfecture.

Du Medef à l'Élysée, le PCF mobilise sur les salaires.



Du tac au tac ! Deux jours après un discours présidentiel sur le mode « La France a peur », ce sont plus de 10 000 personnes qui, entre le siège du MEDEF et l'Élysée, ont fait raisonner leur colère face aux blocages des salaires, des retraites et de l'ensemble des allocations. Venant principalement du Nord, de l'Ouest de la France, ainsi que de la région Ile-de-France, ils ont fait entendre la voix de ceux qui ne se résignent pas à ce que cela soit l'ensemble de la population qui paie l'addition d'un

Monopoly financier joué par quelques uns. Un défilé dynamique et coloré où, en plus de nombreux militants communistes, on trouvait des syndicalistes du commerce ou de l'intérim venus porter leur ras-le-bol de l'emploi précaire et sous payé ou leur volonté de voir les travailleurs sans papiers régularisés. Une cinquantaine



de militants communistes de Loire-Atlantique avait fait le voyage. Des salariés, du public comme du privé, mais aussi des élus locaux, « souvent les plus à même de porter la réalité des difficultés que vivent les gens », selon Sandrine Fleurimont, adjointe au Maire de Saint-Herblain. Mêlée aux drapeaux rouges, aux tambours et autres cornes de brume, la majorité des slogans faisaient écho à la volonté Sarkozyenne d'occulter la crise du système capitaliste dont la crise financière que nous vivons est symptomatique : « le CAC 40 prospère, pour nous c'est la galère », « Le capitalisme, c'est la pauvreté », « Le capitalisme a fait son temps ». Et Marie-George Buffet, dans son discours de clôture de la manifestation était sur le même tempo : « Le capitalisme ne se moralise pas, il se combat ». Pointant

les responsabilités d'un gouvernement qui veut accélérer les réformes pour donner « du carburant supplémentaire pour la finance », elle a appelé à monter d'un cran sur les futures mobilisations. Ainsi la responsable communiste a égrainé les thèmes de luttes sur lesquels les communistes vont hausser le ton : augmentation des salaires, mise en échec de la privatisation de la Poste, école de la réussite de tous, chasse à la concurrence et au dumping



social qui plombe l'Europe...

Une manifestation qui ne restera pas sans suite donc puisque le PCF organisera le 9 octobre prochain, lors du Salon de l'Auto, une initiative avec des salariés de l'automobile pour libérer l'industrie de l'emprise de la finance et montrer que les suppressions d'emplois dans l'automobile ne sont pas irréversibles.



■ Trignac

Sabine Mahé «Nous sommes et resterons les empêcheurs de tourner en rond!»



Succès pour le banquet de rentrée des communistes de Trignac. Il a fallu rajouter une table et... découper avec précaution le cochon de lait pour que tout le monde ait sa part ! Il faut dire que les 67% obtenus lors des élections municipales ont donné « un coup de fouet », permis de réaliser une bonne demie douzaine d'adhésions et

d'installer des conseils de quartier dans lesquels se sont particulièrement investis les militants et la nouvelle équipe élue. Réunis dans la semaine précédant cette rencontre conviviale, les trois premiers conseils ont rassemblé trois salles pleines et près de 200 participants. « Des camarades et amis sont à Paris et défilent dans les beaux quartiers pour demander qu'on augmente les salaires et les retraites, nous sommes de tout cœur avec eux » affirme Raymond LE DAHERON, le responsable local, en souhaitant la bienvenue. « Ah, si les communistes n'existaient plus, Mme Parisot et Mr Sarkozy pourraient s'entendre comme des larrons en foire ! Mais je suis désolée pour eux, avec plus de 13 000 élus, des dizaines de milliers de militants, les communistes sont là et bien là. Dans un scrutin défavorable comme celui du Sénat, ils ont gagné un siège, dimanche dernier, et forment ainsi, le premier groupe politique à parité hommes-femmes dans l'histoire du pays ! Qui a la force militante pour réaliser une fête populaire comme la Fête de l'Huma et de rassembler, en trois jours 500 000 personnes dans un incontournable rendez-vous de rentrée ? Nous sommes et nous resterons les empêcheurs de tourner en rond et nous nous battons pour qu'on puisse vivre libre dans ce pays et pour qu'on puisse y vivre bien » enchaîne, combative, le maire, Sabine MAHE. De quoi donner de l'appétit à une assemblée qui a ouvert le bal à peine le plat principal servi !

L'écho du congrès...

■ Frédéric Bontemps, Secrétaire de la cellule d'entreprise du PCF au port de Nantes/Saint-Nazaire



Les travailleurs portuaires se battent depuis des mois pour défendre leurs statuts et leurs emplois contre une réforme qui s'attaque aux missions de service public que remplissent les ports français.

Une lutte où les militants et élus communistes ont pris toute leur place. Du local au national, seuls les élus communistes se sont toujours prononcés contre la réforme. La droite a voté pour et les socialistes se sont abstenus au Sénat mais ont voté contre à l'Assemblée nationale où le vote était nominatif. Les rencontres entre les syndicats

portuaires CGT et les élus communistes comme Daniel Paul qui est venu sur le port de Nantes, nous ont permis d'avoir un relais politique de haut niveau qui nous a ouvert des portes afin d'être entendus jusqu'au Parlement. Face à la politique de casse du gouvernement, être contre ne suffit plus, nous devons être force de proposition. Pour cela il y a besoin d'un parti plus offensif, plus fort, plus proche des salariés. Le renforcement des cellules d'entreprises est une nécessité. J'at-

tends du congrès qu'on se rassemble autour d'objectifs clairs pour un parti plus que jamais communiste. Il y en a ras le bol de la division, des multiples textes que la plupart des camarades ne liront pas. Il faut que la préparation du congrès soit à la portée de tous avec des documents clairs et concis pour que chaque militant puisse se l'approprier et en débattre.

Un congrès ça doit être utile à notre activité de terrain pour faire grandir parmi les salariés des exigences de changement.

Le dossier.

Commémorations de Chateaubriant

Jeunesse résistante : du souvenir à l'avenir



Les jeunes ont toujours su mener le combat contre l'oppression ; bien évidemment lors de la seconde guerre mondiale, lorsque le nazisme voulait imposer son idéologie à toute l'Europe. **Contre cette barbarie, beaucoup de jeunes ont joué un rôle fondamental pour chasser l'occupant et dénoncer la collaboration : ils ont désobéi, ils sont entrés en résistance !** Guy Môquet, comme bien d'autres jeunes dont on parle trop peu, sont morts pour la défense de la France, la défense de l'héritage du Front populaire et pour avoir combattu le fascisme. Ils se sont enga-

gés parce qu'ils étaient internationalistes et progressistes, non seulement pour la France mais pour le monde entier. L'année dernière le Président de la République a tenté de récupérer le combat de ces jeunes pour justifier ses choix politiques régressifs et contraires aux

week-end d'histoire, de mémoire et de convivialité autour de ces commémorations. Parce que les jeunes d'aujourd'hui comme d'hier luttent pour leur avenir, pour la défense de l'éducation nationale, pour des contrats de travail stables, des bonnes conditions de vie et pour la paix dans le monde, les commémorations de cette année se veulent un nouveau lieu de résistance aux coups portés

« Beaucoup de jeunes ont joué un rôle fondamental pour chasser l'occupant et dénoncer la collaboration »

idéaux des jeunes résistants. **En octobre 2007, 5000 personnes, dont de nombreux jeunes, étaient allées rendre hommage à ceux qui, selon Aragon, « représentaient mieux la France que ceux qui les ont désignés à leurs bourreaux ».** Cette année, l'objectif est de faire participer et de rassembler plusieurs centaines de jeunes pour un

par ceux qui voudraient remettre en cause tous les acquis de la libération. Il est donc important que le plus grand nombre de jeunes, participe à ce rendez-vous. Les transports en cars, les chambres d'hôtel et les repas sont réservés. Le coût de ce week-end est de 40 euros. **Les chèques sont à verser à l'ordre de l'Amicale Chateaubriant et à renvoyer à la Fédération du Parti communiste français, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes.**

■ Pierric ANNOOT

(Secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes) :
« Faire le lien entre la résistance d'hier et celle d'aujourd'hui »

NLA : Pourquoi seras-tu présent aux commémorations de Chateaubriant ?

P.A. : Il est important que la JC participe à ces commémorations pour rendre hommage à l'action déterminante de ces résistants dont beaucoup étaient des jeunes communistes. **Les jeunes communistes ont participé activement à la résistance, ils ont d'ailleurs été parmi les tout premiers à avoir pris les armes contre les nazis et les collaborateurs de Vichy dans ce qui était les bataillons de la jeunesse.** Cette année, les commémorations sont consacrées à la jeunesse résistante et c'est avec beaucoup d'émotion que je prononcerai le discours au nom de notre organisation.

NLA : Qu'évoque aujourd'hui la résistance chez les jeunes ?

Les jeunes d'aujourd'hui connaissent l'histoire de la résistance durant la seconde guerre mondiale, ils savent que certaines des luttes des jeunes résistants d'hier sont toujours d'actualité. Cependant, cette page de la résistance est aussi vécue comme une page d'un livre d'histoire que l'on referme sans connexion avec

notre époque. Il est donc important pour nous jeunes communistes, de faire le lien entre résistance d'hier et d'aujourd'hui, et de montrer que si l'hor-



reur du nazisme a été vaincue, il existe aujourd'hui un retour de l'extrême droite en Europe, des rafles de sans papiers en France... et les injustices, les inégalités, les dominations, l'horreur de la guerre continuent de sévir. Cette époque de la résistance est donc une page indélébile de notre histoire, mais le livre n'est pas à refermer, il est à ouvrir en grand pour écrire les pages suivantes. Les mouvements de résistances des jeunes ces dernières années sont des points d'appuis forts.

Châte@ubriant

Un Pays à découvrir...

- Un Château Médiéval et Renaissance
- Une Cité riche d'Histoire
- Une Gastronomie recherchée
- Un Pôle d'équilibre économique tourné vers demain

Tout sur les commémorations :

Vendredi 17 octobre à 17H45 : Veillée du souvenir devant le monument aux 50 otages à Nantes

Dimanche 19 octobre à 8H30 : Commémoration au cimetière d'Indre

Dimanche 19 octobre à 9H30 : Commémoration de la Blisière dans la forêt de Juigné

Dimanche 19 octobre à 14H00 : Commémoration dans la carrière des fusillés à Chateaubriant

Mercredi 22 octobre : cérémonie au terrain du Bêle

Programme du week-end « Jeunesse résistante »

Samedi 18 octobre - SAINT-NAZAIRE
14h30 - Rassemblement et visite de l'ancienne

base sous-marine de Saint-Nazaire, conférence sur l'histoire de la poche de Saint-Nazaire.
18h30 - Salle des fêtes de Trignac, visite de l'expo « Guy MOQUET, une enfance fusillée » et les Jeunes en résistance - Débat avec des Résistants.
20h00 - Repas
21h00 - Concert avec le groupe 1 Pactoral (Hip-hop instrumental)
Dimanche 19 octobre -

CHATEAUBRIANT

09h30 - Commémoration à la Blisière - visite du lieu où 9 otages furent fusillés le 15 décembre 1941.
12h00 - Déjeuner à Chateaubriant
13h45 - Rendez-vous au Rond-point Fernand GRENIER
14h00 - Défilé jusqu'à la Carrière
14h30 - Hommage et évocation historique et artistique

VillaVerde Jardinierie La Rosée

Décoration • Fleuristerie
Animalerie • Pépinière

30, rue Alsace Lorraine
44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 05 21 - Fax. 02 40 28 06 06



France Fleurs

Mme CHAPLAIS

Membre agréé Interflora - CB/Tél - 7j/7
Artisan fleuriste. Livraison à domicile
Toutes compositions florales. Cadeaux...

23, rue Aristide Briand
CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 28 08 77

11, place de la motte
CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 23 43
Fax 02 40 81 02 26

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Indignation et condamnation

Tunisie : la répression s'accroît contre les démocrates et le mouvement social. Ces procès politiques confirment l'aggravation de la répression qui frappe l'ensemble des opposants démocrates au régime policier du Président Ben Ali.

Le PCF réaffirme son soutien à toutes les forces progressistes et démocratiques tunisiennes et sa solidarité avec toutes les victimes de la répression, notamment les immigrés de Nantes originaires de Redeyef et Gafsa.

Par manque d'argent

4 Français sur dix ont sacrifié ou retardé un soin par manque d'argent. 85% estiment que leurs enfants ont plus de risques qu'eux de connaître un jour la pauvreté.

Malade chronique

La cure d'austérité pour notre santé et les manœuvres comptables pour le budget de la Sécu seront poursuivies en 2009. Le 7 octobre a été l'occasion de dénoncer ce projet de loi de finances de la Sécurité sociale, mais aussi la loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires », pour un service public de santé et contre la privatisation et la fermeture de nombreux hôpitaux.

Moins de service public

La CGT cheminots conteste la suppression de deux emplois « d'agent commercial » en gare de Saint-Nazaire. Conséquence : allongement du temps d'attente générateur de tensions supplémentaires. Après avoir supprimé un emploi en 2007 à La Baule Escoublac, la Direction envisage la suppression d'un emploi – donc d'un guichet. Par ailleurs, la SNCF supprime 6 emplois au Service Fret sur la Basse Loire.

Lourd tribut

L'Education nationale est le ministère qui paiera le plus lourd tribut au titre des réductions de fonctionnaires détaillées dans le projet de loi de finances 2009. Un départ à la retraite sur trois ne sera pas remplacé : **6 000 suppressions dans les écoles maternelles et 7 500 dans les collèges et les lycées.** Toutes les confédérations syndicales de l'éducation ont appelé à la journée de mobilisation du 7 octobre.

Relaxe pour Sami Benméziane

Ce professeur des écoles à Indre est convoqué devant le tribunal de Nantes le 23 février 2009 pour avoir participé à une action collective destinée à s'opposer à la mise en place des mesures Darcos sur l'éducation. Son inculpation est le symbole d'une politique qui une fois encore ne cherche qu'à judiciaire l'action des citoyens sans jamais répondre au problème de fond.

Un comité de soutien s'est constitué. Il demande la relaxe de Sami Benméziane. Il appelle tous les citoyen-nés indigné-es à venir le rejoindre.

comitedesoutiensami@orange.fr

Victoire contre l'arbitraire

Sur le site des Chantiers navals de Saint-Nazaire, les militants, délégués et élus de la CGT des entreprises sous-traitantes sont sous le feu des attaques tous azimuts en provenance du patronat.

Un délégué syndical CGT de CEGELEC OUEST se trouvait depuis des années dans la ligne de mire du patronat : sanctions, salaire bloqué, intimidations....

Le 11 septembre, le Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire a rendu le jugement qui rétablit ce délégué dans ses droits

A durée indéterminée

Depuis le début du plan Zephyr dans Power 8, les salariés d'Airbus ont dénoncé la vente des sites de Méaulte et Saint-Nazaire Ville à Latécoère. Pour cela, ils ont manifesté et ont eu raison car l'arrêt des négociations avec Latécoère a signifié l'arrêt de la vente des sites, et à ce jour Méaulte et Saint-Nazaire sont toujours Airbus.

C'est après cet arrêt que le projet Aerolia a vu le jour. Le scénario change mais l'objectif de cession d'une partie des usines Airbus déjà programmé dans le plan power 8 reste le même. Ainsi, Aerolia est le nom de la future filiale d'EADS qui regroupera les usines d'Airbus de Saint-Nazaire (400 salariés concernés) et de Méaulte (1300), plus 300 salariés de bureaux d'études et fonctions supports à Toulouse.

Il est confirmé qu'Aerolia a vocation à être cédée dans 3 ou 4 ans. Selon la CGT, les repreneurs pourraient être Spirit, Mitsubishi Aerospace... **Le syndicat craint qu'Aerolia ne soit mise en compétition sur le marché des pièces d'aérostructure avec l'usine qu'Airbus compte désormais construire en Tunisie pour 2010.** L'avionneur a également annoncé des transferts de charges dans d'autres pays à bas coûts et hors zone euro (Inde, Mexique, Chine ou Maroc...). En Tunisie, l'avionneur reprend le projet que Latécoère envisageait, parallèlement à la reprise de Saint-Nazaire et Méaulte, avant d'y renoncer en mai dernier.

Les syndicats CGT du constructeur aéronautique s'opposent à toute filialisation et cession de sites. FO, majoritaire, considère cette filialisation « représente une avancée sociale indéniante et à le mérite, par rapport à la vente pure et simple à Latécoère, de conserver nos charges de travail et nos compétences dans le groupe EADS ».

Avec les filiales et les ventes des sites (Power 8 et Power8+), c'est près de 11 000 salariés qui sont supprimés des effectifs d'Airbus Europe. Refuser le démantèlement de cette entreprise doit être une priorité.



Première mobilisation pour La Poste

A l'horizon 2010, Nicolas Sarkozy envisage de transformer La Poste en société anonyme, de l'introduire en Bourse, de la vendre aux capitaux privés. Pour le gouvernement, cette privatisation est un prélude à l'ouverture du marché du courrier en 2011, recommandée par les directives européennes. Derrière les mots, le projet est connu : réduction du nombre de bureaux et des horaires d'ouverture, mise en cause de la péréquation et de l'égalité tarifaire, des personnels et de leur statut, augmentation du prix du timbre,

abandon des missions de service public de La Banque Postale, pour drainer l'épargne populaire vers la spéculation et livrer le service public de la communication au marché et à la spéculation.

Le bras de fer est engagé. En Loire-Atlantique, la mobilisation a été forte: jusqu'à 66% des personnels étaient en grève, les services des guichets et du courrier étant les plus mobilisés.

A Nantes, ce sont plus de 1000 postiers, usagers, salariés d'autres entreprises du département qui ont envahi la place Bretagne avant de partir en manifestation.

Ils étaient plusieurs centaines à Saint-Nazaire. L'intervenant de la CGT dans le cortège nantais avançait

Première grande mobilisation face à la crise



Journée mondiale pour le travail décent
Le 7 octobre 2008



Première grande mobilisation face à la crise. Toute personne dans le monde doit avoir un emploi lui permettant de mener une vie digne répondant à ses besoins essentiels. Pourtant les droits fondamentaux des êtres humains continuent à être violés tous les jours, et la misère demeure un fléau planétaire.

Pour faire du droit du travail décent une réalité, **la Confédération Syndicale Internationale (CSI) avait décidé de faire du 7 octobre 2008 la première journée mondiale pour le travail décent.** La Confédération Européenne des Syndicats (CES) avait relayé cet appel en Europe. Les thèmes mis en avant sont : les droits au travail, la solidarité, l'éradication de la pauvreté et des inégalités.

Les organisations françaises CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA étaient engagées dans cette journée mondiale pour des emplois

de qualité pour toutes et tous, des salaires réévalués, d'amélioration des conditions du travail respectant la santé et la dignité des personnes, d'une protection sociale et de retraite garantie et de haut niveau, des services publics efficaces et contribuant à la cohésion sociale.

Ainsi, cette journée a permis de porter les revendications communes à l'échelle mondiale face à la crise économique et financière.

Les salariés ne portent aucune responsabilité dans l'émergence de la crise financière : ils l'ont rappelé ce 7 octobre. Ce n'est pas à eux d'en payer les dégâts ni d'en subir les conséquences. Il faut à la fois repenser le système économique mondial et revoir les politiques économiques et sociales en France et en Europe. Cette 1ère initiative syndicale mondiale, grand moment de lutte et de solidarité, est appelée à être prolongée.



l'idée que « la mobilisation est la meilleure réponse au matraquage idéologique pour casser la grève. » Et de prendre exemple sur les autres privatisations « désastreuses » en Europe: 30 000 emplois supprimés en Suède, 15 000 en Allemagne. Pour le syndicat, la bataille sera « rude

et longue », il s'agit de « relever le défi pour gagner » en s'opposant à ce « choix de société capitaliste », et riposter à la « casse depuis des années de La Poste qui doit rester un service public de proximité ». Rendez-vous est donc pris pour de nouvelles mobilisations.

Evènements, culture, idées.

« L'Enfer de Matignon » : Heurts et malheurs d'un "fusible" au sommet de l'Etat

Dès sa parution, le livre de Raphaëlle Bacqué, journaliste politique du Monde, **L'Enfer de Matignon** est devenu un best-seller. Mais, à l'issue de sa lecture, bien qu'agréable, la question se pose alors de son véritable intérêt.

Au cours de longs entretiens, douze Premiers ministres y témoignent de leur expérience au plus haut niveau du pouvoir. A l'exception de J.Chirac, écarté des entretiens, du fait de son image plutôt présidentielle, la plupart de ceux qui ont gouverné la France depuis trente-cinq ans s'expriment certes sur la pratique du pouvoir, mais surtout sur la façon dont ils l'ont vécue personnellement.

Filmés dans le même studio et assis dans le même fauteuil, ils témoignent donc de leur passage à Matignon. Ces entretiens feront l'objet d'une diffusion, à partir du lundi 20 octobre, sur France 5, puis sur France 2, sous la forme d'une série documentaire en quatre parties de R.Bacqué et P.Kohly. On y retrouvera alors cette litanie de plaintes: «Matignon ? Une magnifique machine à broyer...» (Raffarin); «Un enfer gestionnaire» (Rocard); «Dans une journée, vous recevez 10 % de bonnes nouvelles et 90 % de mauvaises» (Fillon); «Quand on est à ce poste, on a du plaisir à

dormir, le soir, pour tout oublier» (Mauroy); «Un harcèlement continu» (Barre); «Une fonction sacrifi-



cielle, avec une dimension presque christique.» (Cresson); «Le job le plus dur de la République.» (Villepin); «Il faut vraiment une âme de martyr pour jouer un rôle pareil, mais je n'ai jamais entendu dire que qui que ce soit ait refusé de l'être», souligne avec propos Ballardur.

Et, « à l'exception de Laurent Fabius, redevenu ministre de l'économie de Lionel Jospin quatorze ans après avoir quitté Matignon, aucun d'entre eux n'a plus jamais remis les pieds dans un gouvernement », souligne l'auteure.

Observant que sur 18 Premiers ministres deux seulement sont devenus présidents de la Ve République (Pompidou et Chirac), a-t-on raison de considérer que Matignon est un marche-pied vers l'Elysée ?

Les deux derniers Premiers ministres qui ont échoué dans cette entreprise, Ballardur et Jospin, continuent néanmoins de penser qu'un jour un Premier ministre deviendra directement président de la République.

Rien de bien nouveau dans le récit souvent convenu de leurs expériences, que F. Fressoz et B. Dive avaient déjà bien rapporté dans «la malédiction de Matignon» (Plon, 2006). Dans ce livre, l'auteure a délibérément choisi de publier la pure et simple transcription de leurs témoignages. Les courtes introductions et conclusions ne pouvant tenir lieu d'analyse ou de commentaire, le seul effort éditorial tient au regroupement de leurs propos en chapitres thématiques, depuis la nomination et les premiers jours, jusqu'à la démission et l'après-épreuve, en passant par les secrets et mensonges, la solitude et le stress du pouvoir.

Le résultat est assurément édifiant, notamment lorsqu'ils racontent leurs relations avec le président de la République. M.Rocard n'a toujours pas digéré que F.Mitterrand ait dit à son sujet: «Je vais le nommer puisque les Français semblent en vouloir (...). Vous verrez au bout de six mois, on verra au travers.» É.Balladur raconte l'un de ses tête-à-tête avec F.Mitterrand avant un Conseil des ministres

: «Si nous descendons avant l'heure, ils (les ministres) auront le sentiment que nous ne nous entendons pas, et que nous avons eu un incident.» Avec le recul des années, L.Jospin se montre plus indulgent avec J.Chirac dont il salue la «simplicité». «Il n'est ni ampoulé ni protocolaire.» Bizarrement, les relations Président - Premier ministre apparaissent-elles effectivement bien meilleures en cas de cohabitation, que sous « l'œil du parti, l'oreille de la majorité ».

On peut s'interroger sur le succès immédiat et la promotion médiatique insistante d'un tel livre. Il est frappant d'observer qu'on s'y exprime rarement en termes de droite et de gauche. Et que, faute d'une contextualisation économique, sociale et même politique, leurs témoignages font plus état de l'étape d'une carrière personnelle que d'une réelle conviction militante. La quasi absence d'une réflexion institutionnelle de ces acteurs majeurs sur l'articulation des deux principaux rouages de l'exécutif, à l'heure de la « monarchie républicaine », laisse enfin très songeur. Nouveau signe de la personnalisation - pipolisation de la politique, jusqu'au sommet de l'Etat.

R.Bacqué, **L'enfer de Matignon**, Ed. Albin Michel, sept. 2008, 318 p., 20 ?

LIRE

Beau sera le monde

C'est la curiosité pour le monde qui pousse J-C Lamatabois, poète, nouvelliste et romancier, à écrire et le motive. Pendant 30 ans, cet ancien officier nazairien de la Marine Marchande a navigué aux quatre coins du monde, d'abord au cabotage puis au remorquage à Saint-Nazaire.

A 65 ans, il aime toujours autant la vie et suffisamment

ses frères humains pour affirmer « ne pouvoir être comblé de bonheur que si les gens sont heureux ». Ses lourds problèmes de santé - cinq cancers, dus à sa contamination

suite aux premiers essais nucléaires à Mururoa, où il effectuait son service militaire en 1966 - ne l'empêchent cependant de vivre encore debout face à l'avenir. Mais il a su garder la fraîcheur de sa jeunesse, celle du temps où il rejoignait sa grand-mère pianiste à Montmartre et côtoyait les artistes de renom de l'époque, lui le fils de cheminot né en Gironde et qui en a gardé l'accent.

Pour lui, la poésie c'est faire, créer, puisque « créer c'est tuer la mort » (R.Rolland). Il s'efforce, parfois avec colère, mais toujours avec amour « d'exprimer l'inexprimable » (Rimbaud). Car, souligne-t-il, « il ne faut pas de tout pour faire un monde, il faut du bonheur et rien d'autre » (Eluard).

Libre et conscient, « d'une lucidité inédite », afin que « toutes les colères ne se lavent plus de leurs larmes », sans verser dans l'utopie, il crie cependant son espérance en un monde différent. On ressent chez lui - brûlé au sang et meurtri d'avoir trop longtemps subi - une envie de « naître à la beauté des matins... dans un monde voué à promener nos cœurs aux confins merveilleux de l'impossible ». Révolté et volontiers porté à la radicalité, il dénonce l'horreur (Couloir de la mort) et la cruauté (Gratte-ciel), mais se laisse tout autant séduire par un sourire ou un air de jazz.

Vivifiant, tonique, parce que nourri d'humanité, « Beau sera le monde », recueil poétique illustré par l'auteur lui-même, nous aide à continuer de croire et d'espérer en des lendemains plus engageants.

J-C Lamatabois, « Beau sera le monde », Ed. Petit Véhicule, Nantes, 2008, 67 p., 15?



VOIR...



Architectures et patrimoines du XXe siècle

Cette exposition présente 56 édifices, importants ou modestes, créés au XXe siècle en Loire-Atlantique. Elle a pour projet d'aider à mieux connaître leur genèse, à mieux comprendre les motivations qui ont guidé le travail de leurs concepteurs, à apprécier leurs qualités d'usage, d'innovation et d'esthétique.

Certains sont déjà des éléments reconnus du patrimoine. D'autres accèderont un jour à ce statut, d'autres encore seront peut-être détruits, parce qu'on ne leur trouvera plus d'utilité, parce qu'ils ne seront pas admirés.

Exposition présentée jusqu'au 31 octobre 2008, dans la Salle des Gardes du Château de Châteaubriant.

Entrée libre, tous les jours sauf le mardi, de 14h à 17h30, du 1er au 30 octobre.

MÉDIAS

FIP Nantes menacé

FIP est une radio du service public qui répond aux besoins des associations, des artistes, des structures culturelles dans trois villes en France: Bordeaux, Nantes et Strasbourg. Avec un temps d'antenne local de 12 heures par jour, elle contribue activement au dynamisme associatif, culturel et créatif des villes concernées.

La direction de Radio France vient de décider de ramener en ce mois d'octobre le temps d'antenne local de FIP de

12h à 4h par jour. Ce temps d'antenne local ne concerne que la FM et uniquement les stations déjà existantes. Elle ampute ainsi considérablement le rôle de média de proximité de FIP. Cette amputation se fait au profit d'une antenne nationale diffusée dans de nouvelles villes sur la FM: Toulouse, Rennes, Marseille, Montpellier et, à terme, sur un plus large territoire, via la radio numérique.

A ce jour, aucun des trois FIP en région n'a la certitude d'être associé au projet numérique. En décidant de cette politique, Radio France signe la mort de FIP: elle l'ampute de 2/3 de

son temps d'antenne en local, elle enterre sa spécificité de moyen d'information culturelle



de proximité et elle refuse d'utiliser les nouvelles possibilités de la technique pour développer sa spécificité locale. Elle le fait à un moment où la tendance générale de la presse est de limiter ces

mêmes informations, ce qui est très préjudiciable à toutes les structures associatives locales déjà fragiles qui sont le cœur même de la vie citoyenne. Elle est en totale contradiction avec toutes les déclarations politiques actuelles, notamment à Nantes.

Les auditeurs de FIP Nantes expriment leur désaccord profond avec ces décisions, considérant au contraire que les avancées technologiques doivent servir à maintenir et renforcer le lien de proximité entre la radio et ses auditeurs.

<http://tousaveczip.over-blog.com>

près de vous

Saint-Joachim

Véronique Mahé fait voter une motion

En instaurant un « droit d'accueil » dans les écoles, le ministre de l'Education met volontairement en cause le droit de grève des enseignants. « Dans cette organisation, il n'y a pas, pour les communes, que l'aspect financier qui compte », il y a aussi « la compétence éducative qui importe » constatait Véronique MAHE lors du dernier Conseil municipal.

« Transformer les écoles en véritables garderies » c'est « une perversion grave de leur mission ». Si l'Etat souhaite instaurer le service minimum « qu'il le fasse sous la responsabilité de ses propres agents sans remettre en cause la liberté communale » conclut la Conseillère municipale dont la motion a été votée par la totalité du Conseil municipal moins deux voix.

Services publics

Touche pas à ma poste...

L'avenir de La Poste a été à l'ordre du jour de nombreuses assemblées « La Poste n'est-elle pas en train de cristalliser un trop-plein de privatisations ? » demandent Pierre RIOU et les élus communistes et républicains des Sorinières constatant la mobilisation qui monte et les premiers reculs d'un Sarkozy dont les décisions « portent des coups mortels » aux services publics à travers le pays. C'est un « soutien sans réserve » aux salariés en lutte qu'exprime Michel GOUTY à Vertou. On se souvient de la « mobilisation exemplaire » des usagers qui avait permis que le bureau de Beautour reste un bureau de plein exercice.

...Touche pas à ma trésorerie!

Les élus communistes de Couëron ont exprimé leur « plus vive opposition » devant projet de la direction des impôts de fermer la trésorerie de Saint Etienne de Montluc. Un projet engagé d'autorité et imposé sans aucune concertation avec les salariés, leurs organisations représentatives, ni avec les élus des communes concernées.

Nantes Métropole

Rencontre à Carquefou

Afin d'évoquer la situation plus que préoccupante dans laquelle se trouvent plusieurs entreprises de Carquefou, Michel RICA et Yann VINCE ont rencontré les membres de l'union Locale CGT impliqués dans des mouvements de lutte. Les chiffres parlent d'eux même : 450 emplois directs menacés chez Trelleborg, 30 par an (sur trois ans) chez MHS. Outre ces deux sociétés, de fortes craintes s'expriment chez Altadis, Saunier Duval ou encore Aviatube. Défendant l'avenir de l'emploi industriel qualifié au cœur de l'agglomération, les deux élus de Nantes Métropole ont insisté sur le fait qu'« il n'y a pas de fatalité à laisser guider les choix par la finance et par les actionnaires ».

L'invité

■ Airbus Saint-Nazaire : filialiser maintenant pour mieux vendre demain

Il y a quelques mois, dans cette page, j'évoquais les luttes des salariés Airbus de Saint-Nazaire. Avec le plan Power 8, les dirigeants d'EADS avaient décidé de vendre à Latécoère notre usine et celle de Méaulte. La lutte avait payé, nous avons mis en échec la direction. Aujourd'hui, celle-ci revient à la charge et décide de filialiser les deux sites avec pour objectif leur vente d'ici 3 à 4 ans. Les salariés avec leurs organisations syndicales sont de nouveau en lutte mais l'unité est fragile car certaines divergences apparaissent. Toujours la dangereuse stratégie du moindre mal...

Le Parti, ses adhérents et ses élus ont mené une campagne active dans l'entreprise et à ses portes car cette filialisation annoncée sous le nom d'AEROLIS n'est, en fait, qu'une vente retardée sous la pression. Elle rappelle, pour les plus anciens, les créations de la SOCALA ou de SOCAERO, dans les années 80, filiales de l'aérospatiale qui ont complètement disparu aujourd'hui. La direction ne cache d'ailleurs pas que son but à moyen terme est la vente de sa filiale et la création d'une usine « low coast » (à bas coût de main d'oeuvre) en Tunisie. L'usine qui va être construite au Maghreb n'a aucune charge de travail prévue à aujourd'hui. A sa création, elle se verra octroyer 50% de charge (pièces et sous ensembles de petite taille) en provenance de Méaulte, de Saint-Nazaire et de leurs sous traitants. De bonnes raisons de craindre le pire. Les adhérents du Parti dans l'entreprise, la section de Saint-Nazaire, les élus communistes et républicains du Conseil municipal ont décidé de continuer de s'exprimer pour la défense du statut et de l'emploi à Saint-Nazaire Ville, de se renforcer sur le lieu de travail et d'amplifier la bataille. Pour gagner en efficacité dans la lutte, ils ont demandé à rencontrer le syndicat CGT.



ALAIN MANARA,
Maire Adjoint à Saint-Nazaire, salarié Airbus.

L'activité

■ Congrès de l'union sociale pour l'habitat

Une ministre droite dans ses bottes

Marie-Annick BENATRE, administratrice déléguée par Nantes Habitat et Michel LUCAS, délégué par Nantes Métropole ont assisté au congrès de « l'union sociale pour l'habitat » qui s'est déroulé à Cannes les 23-24 et 25 septembre. Une préoccupation majeure a traversé l'assemblée : le projet de loi BOUTIN. Voté par le parlement, il aurait des conséquences gravissimes sur l'habitat social. L'énumération du saccage prendrait une page de ce journal : Bradage du livret A, hold-up sur le 1% logement, baisse du budget de l'Etat, confiscation des fonds propres des organismes HLM, révision à la baisse de l'obligation faite aux communes d'atteindre 20% de logements sociaux, durcissement des surloyers et des charges aux locataires solvables, avec expulsion à terme... Les organismes HLM déjà contraints à la vente forcée de leurs meilleurs logements pour compenser la disparition des aides à l'investissement courent un grand risque de ghettoïsation. Malgré le tollé, la ministre est restée « droite dans ses bottes » à la tribune tentant, devant les congressistes, de justifier sa politique libérale, inspirée notamment par l'union nationale des promoteurs immobiliers. On peut regretter que la motion adoptée par le Congrès ne soit qu'un fleuret moucheté. Face à un tel désastre, de nombreuses initiatives sont en préparation : le 11 octobre, autour du devoir de réquisition, le 8 novembre, pour les 4èmes états généraux du logement et de la Ville, le 24 novembre à Marseille, à l'occasion d'une réunion des ministres européens du logement.

■ Canton de Montoir

Un nouveau Centre Médico Social

Au moment où le gouvernement torpille les services publics et tout particulièrement ceux de la santé pour mieux les livrer au privé, le Conseil général et la commune de Trignac inauguraient ensemble, vendredi 19 septembre, dans le quartier de Certé, un centre médico social pour le canton de Montoir de Bretagne et la commune de Saint Joachim. 17 agents (assistants sociaux, sages-femmes, médecins, puéricultrices) y travaillent avec pour objectifs « d'écouter, d'informer, d'orienter les familles ». « Un renforcement attendu de la solidarité et du service rendu à la population » dans un bâtiment de plain pied, particulièrement « éco-performant » soulignera Michèle MEUNIER, vice présidente du Conseil général déléguée à l'enfance et aux familles. Une « nouvelle pierre » dans la rénovation du quartier de Certé, observera Sabine MAHE dont la commune a cédé le terrain pour un euro symbolique. « Un moyen supplémentaire pour une politique sociale volontariste » se félicitera Roger DAVID, Conseiller général du canton.



■ ADECR

Le logement social au cœur de l'assemblée à Blain

L'assemblée générale de l'association départementale des élus communistes et républicains s'est tenue à Saint Omer de Blain, le 17 septembre. Une commune « enfin conquise par la gauche en mars dernier (62%) après des années de travail de terrain » disait, satisfait, Jean Luc PLUMELET en accueillant les participants. Nous vivons une époque dangereuse et particulière où l'on détruit tout » constatait Marc JUSTY. « Les années qui viennent seront redoutables pour les services publics et les finances locales » prévenait le président de l'ADECR qui réclamait, reprenant à son compte la formule de DANTON « de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace » de la part des élus locaux. La discussion s'engageait essentiellement autour de la crise du logement. Serge PLISSONNEAU parlait de la vente de logements, envisagée par des bailleurs de Saint-Herblain, une ville qui compte 27% de logements sociaux. Refusant de « laisser filer le logement social » Michel LUCAS de Couëron, rappelait que la présence d'un ministre communiste au logement a prouvé, au début des années 2000, qu'il y a d'autres façons de trouver de l'argent : baisse de la TVA sur les travaux, suppression de la taxe foncière, réduction des frais financiers des emprunts... Raymond LANNUZEL résumait la bataille menée à Nantes Métropole pour que la dotation de solidarité soit proportionnée au nombre de logements sociaux construits par les communes. Christian SAULNIER, évoquait les maisons nazairiennes vendues 80 000 euros aux locataires candidats à l'accession et « le droit de suite » obtenu par les élus communistes pour que les recettes de ces ventes soient exclusivement employées à la construction de nouveaux logements. « Quand on est sur le terrain, on ne peut pas avoir de positions dogmatiques » constatait Gilles BONTEMPS, « il faut savoir tenir compte des rapports de force et des réalités pour mieux les faire bouger ». Dominique DELACRETAZ, nouvelle élue de Blain, appréciait ces assemblées, « ces expériences partagées » qui permettent une espèce de « consolidation idéologique » qui donnent confiance et aident à avancer plus facilement.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Basse Loire

Réunion de la cellule de **Savenay** le **jeudi 9 octobre**

Brière

Réunion des communistes de **Trignac** le **jeudi 9 octobre**

St-Nazaire

Réunion de préparation du congrès avec **Richard Sheehan**, le **mercredi 15 octobre** à 18H00, salle du jardin des plantes à **Saint-Nazaire**

Val de Loire

Assemblée générale des communistes du **Cellier et d'Ancenis** le **mercredi 15 octobre** salle Jacques Duclos à 18H00.

Presqu'île

Assemblée générale le **samedi 18 octobre**

Nantes

Assemblée générale des communistes de la section de **Nantes** le **Mardi 28 Octobre** à 18H30 à la Fédération

■ L'Huma-Café® du 9 octobre 2008 : une date exceptionnelle pour un plateau exceptionnel

Annoncés en mai dernier par le chef de l'Etat, les ETATS GENERAUX DE LA PRESSE devraient se dérouler, selon Emmanuelle Mignon, Conseillère à l'Elysée en charge du dossier, sous la forme de consultations pendant une période de 2 mois à partir du début octobre. Selon quelques indiscretions, plusieurs groupes de travail seraient constitués et concerneraient les métiers du journalisme, l'avenir de l'écrit et l'information, les aspects industriels, Internet, le pluralisme et le développement des grands groupes, les problèmes de lectorat, les politiques publiques.

Dès l'annonce des projets présidentiels, l'Huma-Café® de NANTES ne pouvait rester en dehors de la question et avait décidé de consacrer l'une des séances de sa saison 2008/2009 à ce sujet d'importance. Il a fait appel à **Patrick Le Hyaric**, qui a répondu favorablement et sera donc présent le **jeudi 9 octobre à 20h30** Salle Jules Vallès de la Médiathèque Jacques Demy.

Lors de la Fête de L'Humanité, au rendez-vous traditionnel que donne le journal de Jaurès au monde de la presse, aux représentants des pouvoirs publics, des titres des journaux, des syndicats professionnels, Patrick Le Hyaric a plaidé ardemment pour la préparation et la tenue des ETATS GENERAUX DE LA PRESSE soient « l'occasion d'un intéressant débat public, où serait établi un état des lieux de la situation de la presse et des médias, des conditions d'exercice des métiers dans un monde totalement bouleversé, et, à partir de là, définir un certain nombre d'orientations et de propositions concrètes ».

Il a souhaité la mise en œuvre de plusieurs mesures concernant les questions de financement du pluralisme de la presse, notamment en ce qui concerne les dons des lecteurs et les recettes publicitaires, l'aide à la modernisation des quotidiens à faibles ressources, les systèmes coopératifs, la revalorisation de la lecture, etc.

Patrick Le Hyaric, avec la fougue qu'on lui connaît, développera toutes ces questions au cours de l'Huma-Café auquel est invité François-Régis HUTIN, PDG de OUEST-France.®

Jeudi 9 octobre à 20h30 Salle Jules Vallès à la Médiathèque Jacques Demy (Parking Place de la Petite Hollande - Entrée par l'ascenseur)

<p>La Cave Les Spécialités</p> <p>2 rue du 11 novembre 44110 Châteaubriant</p> <p>Tél. 02 40 81 84 40 Fax 02 40 28 34 41</p>		<p>La Cave Jules Verne</p> <p>Vincent Bécam sommelier conseil Jean-Luc Le Bot technicien œnologue Syvain Chozé sommelier conseil</p> <p>78 bd Jules Verne Route de Paris 44300 NANTES</p>
--	--	---

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Nécrologie...

■ Décès de Paul MAHEAS

Les Communistes de la Section Brière et de la cellule Henri Barbusse de Pontchâteau - St Gildas font part du décès de leur camarade et ami Paul MAHEAS.

Toutes celles et tous ceux qui ont milité avec lui, qui ont partagé son combat syndical et politique contre les injustices et pour la construction d'un monde plus humain et plus fraternel, sont invités à se rassembler pour lui rendre un dernier hommage au cimetière de Séverac **lundi 29 septembre à 11 h.**

URGENCE!

L'AVENIR DE L'HUMANITÉ EST ENTRE VOS MAINS

PARTICIPEZ À LA SOUSCRIPTION (CHEQUE À L'ORDRE DE L'HUMANITÉ)

Je fais un don de€ Je fais un prêt de€

Echéance de remboursement de six mois francs à dater du 1er jour du prêt

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Email : Téléphone :

À retourner à M. le directeur de l'Humanité - souscription - 164 rue Ambroise Croizat - 93528 Saint-Denis Cedex



La niche du Président

Cette fois-ci la révolu-

tion est en marche ! Les révolutionnaires ont marché sur les plages tout l'été en y laissant leurs

empreintes de tongs Christian Dior, ils ont occupé tout les beaux hôtels et établi des piquets de grève au pied des tables de jeu des casinos. Ils ont même pris Royan à coup de tirs de bouchons de champagne et de grands châteaux bordelais. **En plus ce sont des révolutionnaires classe, mocassins impeccables, veste sur mesure, cravate l'après-midi, nœud**

papillon le soir, brushing et longues dents blanches qui brillent comme à la pub. Ils sont jeunes, populaires et font de la politique, leur petit livre n'est pas rouge mais bleu, leur maître : Nicolas Sarkozy. Ce sont les jeunes populaires ! Ils avouent être « partout et tout le temps à l'image de ce qu'attend d'eux le président » et affirment que « les révolutionnaires ne sont plus de gauche, ils ont changé de camp

». La grande information dans ces propos c'est que même les petits toutous ont des opinions politiques ou plutôt celles de celui qui tient la laisse. Ils annoncent 40 000 adhérents, moins que les 30 millions d'amis de la célèbre émission télé mais plus que ceux que l'on peut entrevoir militer au quotidien, pour ceux qui les ont déjà vu militer. **Evidemment Neuilly ou La Baule c'est pas la France.** Qu'ils soient 40 000 ou 30 mil-

lions, ils restent des adversaires politiques pour tous les progressistes, et font partie d'une minorité de jeunes qui ont voté pour Sarkozy aux Présidentielles, la majorité quant à elle s'oppose aux réformes régressives de la droite. Après le couteau entre les dents, c'est le nonos entre les crocs. Rasurons-les, aux dernières élections et aux prochaines échéances, on leur à mis et on leur mettra une pâté !